

« Les États-Unis ont peur de perdre leur hégémonie »

Économiste, ancien directeur de recherche au CNRS et militant d'ATTAC France, Gérard Duménil livre son analyse de la crise et des réponses qui y sont apportées.



Baptiste Bloch, 18 ans, étudiant en 1^{re} année de sciences politiques, Paris.

Dans un récent sondage de la Sofres, la moitié des personnes interrogées s'estimaient mal informées sur la crise financière. La crise est bien installée, mais il n'est pas toujours évident de comprendre d'où elle vient. Pour vous, où trouve-t-elle ses origines ?

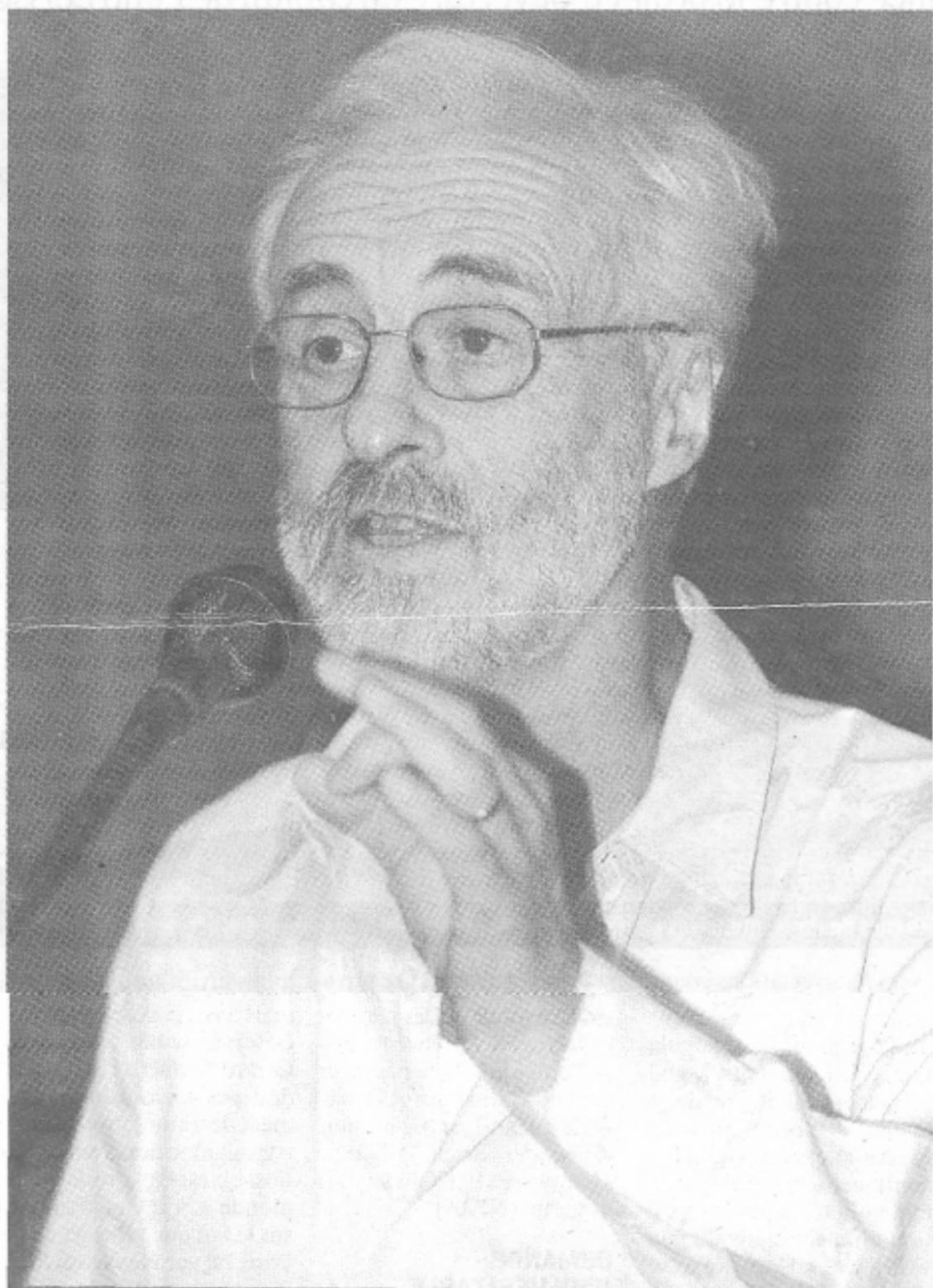
Gérard Duménil. Depuis le début des années 1980, les États-Unis ont développé une économie fondée sur le déséquilibre et l'endettement. Avec l'ouverture des frontières commerciales vis-à-vis de régions du monde de main-d'œuvre à bas coût, s'est produit un processus de « déterritorialisation » croissant de la production vers des pays dont la Chine est la figure emblématique. Cette dynamique a conduit à une croissance des importations plus rapide que celle des exportations. Afin de stimuler l'activité sur son propre territoire, le gouvernement américain a dû mener une politique de crédit extrêmement dangereuse, qui s'est concentrée après 2000 sur le secteur de l'immobilier. Simultanément, depuis 2000 en particulier, le secteur financier a développé dans des proportions sans précédent des mécanismes financiers. Les crédits subprimes sont la cause immédiate de la crise, déstabilisant un édifice financier qui devenait de toute façon périlleux.

Cette trajectoire américaine n'est-elle pas représentative d'une crise générale du libéralisme ?

Gérard Duménil. Il s'agit clairement d'une crise du capitalisme néolibéral. Par néolibéralisme, il faut entendre un nouvel ordre dont la finalité est l'augmentation des revenus des classes les plus favorisées, les classes capitalistes ou les bénéficiaires de très hauts salaires.

Quelles sont les victimes des secousses actuelles du système capitaliste ?

Gérard Duménil. Si certains ont formidablement profité des processus qui ont mené à la crise, d'autres pâtissent très fortement de la crise ou vont en souffrir. Ce sont d'abord les ménages américains qui se sont massivement lancés dans l'achat de logements dont ils sont aujourd'hui chassés : des milliers de logements continuent à être saisis. On a évoqué



« Les Américains n'aiment pas l'idée d'institutions financières mondiales puissantes, et la crise n'a pas encore été assez grave pour qu'ils s'y résolvent. »

le chiffre de 10 millions de logements qui pourraient être saisis. Les retraites des Américains sont aussi menacées, car elles reposent sur la capitalisation des fonds au moins pour la fraction la plus aisée de la population. À cela, il faut ajouter tous ceux qui souffriront de la récession économique dont on ne sait pas quelle sera la durée – elle commence tout juste. Et puis il y a les actionnaires qui ont perdu beaucoup pour l'instant, peut-être vont-ils récupérer une partie de ces pertes ! Il y aura également des victimes indirectes, parce que la crise diminue énormément les possibilités de réaction face aux urgences écologiques, à la nécessité de la préservation de la planète... ; des enjeux qui nécessitent de prendre des décisions coûteuses, pour produire plus propre, par exemple. On ne saurait soutenir, comme les partisans extrémistes de la décroissance, que la crise aura un im-

pact positif sur la planète du fait de la baisse de la production. Dans la crise, je crains que les ambitions environnementales soient encore davantage négligées.

« Si certains ont formidablement profité des processus qui ont mené à la crise, d'autres en pâtissent très largement. »

Que pensez-vous de l'action des gouvernements pour juguler les déséquilibres actuels ?

Gérard Duménil. Le gouvernement américain fait preuve d'une imagination énorme et semble décidé à agir sur tous les fronts. Il y a une véritable urgence politique : ils ne peuvent laisser l'économie s'enfoncer dans des contractions qui dé-

passeraient les seuils de 1 % ou de 2 % d'une récession type. Tout le monde a 1929 en tête ! Pour autant, cela ne prouve pas que ces politiques vont réussir, d'autant que la crise prend une dimension internationale difficilement contrôlable. Les gouvernements ne sont pas gênés de nationaliser, parce qu'ils pensent qu'ils vont privatiser ensuite.

Un tel interventionnisme n'est-il pas surprenant de la part du gouvernement américain ?

Gérard Duménil. Les Américains ont conscience du fait qu'il faut faire quelque chose sur le plan national et international. Sur ce dernier plan, ils refinancent actuellement un certain nombre de banques centrales étrangères en difficulté qui ont besoin de dollars. La Réserve fédérale américaine leur en donne assez allégrement. La nécessité d'avoir des

institutions mondiales plus puissantes apparaît avec une grande netteté, mais les États-Unis courent évidemment le risque de perdre leur hégémonie. Ce thème nous renvoie à la préparation de la conférence de Bretton Woods pendant la Seconde Guerre mondiale : les États-Unis s'étaient opposés au projet de l'économiste John Maynard Keynes de créer une monnaie internationale, le bancor, qui aurait été émise par une véritable banque centrale mondiale. Après Bretton Woods, ont été créés la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ; mais la première n'est qu'une banque de développement, et le second n'est pas une banque et a un pouvoir limité. Les Américains n'aiment pas l'idée d'institutions financières mondiales trop puissantes. La crise n'a pas encore été assez grave pour qu'ils s'y résolvent.

Du côté européen, les dirigeants semblent plus favorables à une réglementation de la finance... Faut-il se réjouir des appels à « refonder le capitalisme » ?

Gérard Duménil. Il faut bien distinguer la réalité et les gesticulations. Tant qu'il n'y aura pas d'opposition entre une option américaine et une option européenne explicites, il ne faut pas prendre les déclarations trop au sérieux. Quant à la réunion du G20, il n'y a rien de précis qui irait dans ce sens. Très bien, les grands pays du monde se réunissent ! Mais rien de clair ne se décide.

La crise ne confirme-t-elle pas les analyses d'ATTAC, quant aux dangers du système néolibéral ?

Gérard Duménil. ATTAC est une association qui s'est fondée autour de l'idée de la taxe Tobin et qui s'est développée autour d'une critique plus générale du néolibéralisme. Elle s'en prend aux effets de ce système sur les plans sociaux, des inégalités, de destruction de la planète... À un niveau très général, oui, ATTAC a bien montré que le néolibéralisme est un modèle dangereux, mais l'association n'a jamais prédit que le capitalisme néolibéral relevait d'une dynamique insoutenable qui le mènerait à sa perte dans une crise majeure. La situation actuelle justifie pourtant bien davantage les analyses d'ATTAC que celles des forces de droite, ou même du PS qui s'est clairement positionné dans les années précédant la crise selon des options néolibérales et favorables à la mondialisation.